

Le RUSÉ



Une fois n'est pas coutume, cette semaine nous souhaitons vous faire partager un extrait d'une chronique parue dans *Marianne* sous la plume de Jacky Dion, directeur adjoint de la rédaction, et intitulé « La diabolisation de Mélenchon ou la machine à blanchir Marine Le Pen ».

« Une campagne surnoise se fait jour qui consiste à diaboliser Jean-Luc Mélenchon et à l'assimiler en permanence à Marine Le Pen, au nom de la dénonciation des « populismes » (sic). Mais en quoi le FDG est-il comparable au FN ? Que cherchent ceux qui blanchissent ainsi la dirigeante de l'extrême droite ? Maintenant, on ne dénonce plus l'extrême droite, ou rarement, mais « les extrêmes ». C'est pratique, « les extrêmes ». On peut y mettre tout et n'importe quoi. On peut notamment y mélanger le FDG et le FN, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen.

En vertu de quoi on en conclut soit que les deux mouvements susdits sont également dangereux pour la démocratie, soit qu'ils sont tous les deux critiquables mais respectables. C'est injurieux pour l'un, inespéré pour l'autre, et dangereux pour tous. (...)

Et voilà comment on en arrive à mettre dans le même sac le FDG et le FN, autrement dit ceux qui critiquent des choix qu'ils jugent intrinsèquement mauvais, et ceux qui entendent surfer sur la vague du mécontentement pour faire grossir leur pelote de haine.

C'est un moyen très efficace de refaire une virginité politique (et morale) à Marine Le Pen, qui ne s'attendait sans doute pas à un tel traitement de faveur. »

A retrouver en intégralité sur www.leruse.fr

Le dessin

Chaque semaine notre dessinateur Babouse, revient sur l'actualité à sa manière...



Transparence

Contacté par le Nord Littoral pour évoquer son patrimoine et parler gros sous, Jacky Hénin Député au parlement Européen, s'est livré de bonne grâce à l'exercice.

Il a d'abord tenu à rappeler que, né dans une famille de salarié, il avait connu une enfance heureuse mais désargentée. « J'ai vu mon père prétendre qu'il n'aimait pas la viande, pour partager celle-ci entre mon frère et moi-même. Il n'y avait qu'un salaire à la maison, mais nous ne manquions de rien, les besoins n'étaient pas les mêmes qu'aujourd'hui ».

Puis, il présente le cap de ses 17 ans, comme un tournant : « dès mes 17 ans, j'ai travaillé tous les étés et chaque fois que cela était possible. Centre de loisirs, colonies de vacances, entreprise d'entretien d'espaces verts... Dès lors j'avais davantage de moyens financiers car mes parents me laissaient une liberté absolue ».

En 1982 il termine ses études et obtient un Diplôme Universitaire en Technologie dans la discipline gestion des entreprises et des administrations (option finance comptabilité). Dans la foulée il trouve un emploi. Il évoque alors son rapport à l'argent : « depuis presque 31 ans, je travaille. Et comme j'ai été élevé avec des principes de précautions, j'ai régulièrement mis un peu d'argent de côté. Une poire pour la soif disent les anciens, la capacité à faire face aux difficultés de la vie me disaient mes parents. J'ai également très vite fait l'acquisition de ma maison et ai donc aujourd'hui fini de la payer. Entendre alors des gens qui gagnent très confortablement leur vie : 7 à 8 fois le smic, venir prétendre qu'il n'ont quasi-

ment rien, me fait doucement sourire. » Puis il aborde la question des revenus et de l'enrichissement, mettant sur la table ses fiches de paie des 5 dernières années, ses feuilles d'impôts des 3 dernières années pour rendre plus crédible encore le propos.

En 2009 l'Assemblée Nationale verse à Jacky Hénin une indemnité mensuelle de 5 867 euros. La somme est versée sur un compte ouvert auprès de la Société générale à Paris à son nom, compte géré par le PCF. Le PCF lui reverse une indemnité de 2 676 euros.

En 2010 l'indemnité est de 5 914 € pour un reversement de 2 703 €.

En 2011 l'indemnité est de 5 939 €, pour un reversement de 2 758 €.

En 2012 l'indemnité est de 5 914 €, le reversement de 2 841 €.

En 2013 l'indemnité est de 5 901 €, le reversement de 2 898 €.

Pour attester de la différence entre l'indemnité versée par l'assemblée nationale et celle qu'il reçoit, le député présente ses feuilles d'impôts qui attestent des versements au PCF pour des sommes de 36 000 euros par an.

Ainsi est clairement démontré que tous les élus ne font pas ça pour de l'argent, et qu'il existe (fort heureusement) encore des femmes et des hommes de convictions.

Interrogé sur son patrimoine Jacky Hénin dira : « mon patrimoine m'appartient et ça n'est pas parce que monsieur Cahuzac a menti à la représentation nationale qu'il faut tomber dans un voyeurisme de bas étage. Un étalage qui ne satisfera personne et qui au contraire opposera davantage les Français les uns aux autres.

Jouant la transparence je confirmerai

ce que j'ai évoqué précédemment. Je suis propriétaire de ma Datcha au Fort-Nieulay, une maison aujourd'hui louée 420 euros par mois comme l'atteste ma déclaration de revenus foncières. Je suis titulaire d'une assurance vie placement et d'un livret bonifié. Je suis également propriétaire d'un terrain de loisirs non constructible situé à Bois en Ardres, et de ma voiture : une Ford Mondéo. Enfin, je suis actionnaire de ma Banque (c'est ce que dit la pub du Crédit Mutuel) et d'une grande entreprise Calaisienne : My Ferry Link. »

Jacky Hénin ajoutera encore que les comptes de frais liés à son activité de Député ne lui sont pas personnels et qu'une clause dans son testament l'indique précisément. Une clause dont deux membres du parti et amis ont connaissance pour avoir été témoins lors de la rédaction du document.

Si certains se posaient encore la question de savoir si les communistes étaient comme les autres, les voilà servis.

Alors que l'entretien s'achevait, le jeune journaliste, demandait : « rien d'autre ? ». Ce qui amena la réponse suivante de Jacky Hénin : « pourquoi, parce que vous avez entendu dire que ?... rien d'autre ! Ni appartements, ni Riad au Maroc, ni parts de SCI... Si cela était, cela figurerait dans ma feuille d'imposition. Vous savez, souvent certains font courir des bruits pour porter atteinte à la crédibilité... on se rend compte après que tout est faux ! ». Au moment où nous diffusons notre journal, l'interview n'est toujours pas paru dans le journal local. Nul doute que cela viendra rapidement et vous permettra de comparer...

En bref... En bref... En

Savoir-faire

Voilà des propos qui ont dû ravir les salariés de La Calaisienne. Alors que l'entreprise calaisienne venait de remporter un marché d'appel d'offres pour la fourniture des tenues de la police nationale, Arnaud Montebourg n'a rien trouvé de mieux que d'intervenir auprès du PDG d'EDF pour lui demander d'étudier toutes les possibilités de

faire travailler des PME-PMI françaises, et notamment Armor Lux. Si l'on peut comprendre qu'un ministre veuille défendre l'emploi national, on ne peut que s'étonner que personne dans son cabinet n'ait été capable de situer La Calaisienne. Peut-être ont-ils pensé que Calais c'était déjà l'Angleterre. Et si on invitait le ministre à venir découvrir le savoir-faire des salariés calaisiens ?

Banquet Républicain

Mardi 30 avril
à partir de 19 h

au Channel Paradise
Av. St Exupéry à Calais

Dernière minute

Repas de gala, apéritif et vin compris,
animation musicale...

Chaque couple se verra remettre
le brin de muguet
de la solidarité et de l'amitié.

On réserve dès maintenant au
03 21 36 39 79

On le note

On vous rappelle que l'Atelier est ouvert

tous les vendredis soirs
à partir 18 h 30

alors n'hésitez pas à venir y passer un moment en toute tranquillité et entre copains. Vous pourrez ainsi vous tenir informé des dernières initiatives, décider de participer à une initiative de soutien, poser les questions qui vous trottent dans la tête.

Manifestation du 9 avril

La CGT et FO appelaient de nouveau à manifester contre l'accord sur la sécurisation de l'emploi le 9 avril.

Les syndicats appelaient « *l'ensemble des salariés du privé comme du secteur public, des retraités et des privés d'emploi, à une nouvelle journée de grève et de manifestations* », convaincus de la « nocivité » de l'accord pour les salariés et de son « inefficacité en matière économique ». C'est ainsi près de 300 personnes qui ont défilé sur les artères calaisiennes, malgré un temps à ne pas mettre le nez dehors. Rappelons que la section de Calais du PCF avait appelé la population à soutenir l'action des syndicats.

L'Assemblée Nationale valide l'accord Scélérat

Alors que de nombreux salariés réclament un autre accord, l'Assemblée Nationale a adopté ce même 9 avril le projet de loi sur la sécurisation de l'emploi.

250 voix favorables, pour ce projet de loi. L'UMP et l'UDI se sont abstenus, ainsi que les députés écologistes.

Le texte adopté retient les dispositions les plus destructrices pour le droit du travail. Même si certaines d'entre elles ont dû être corrigées suite aux nombreuses réactions que ce projet suscite, l'essentiel demeure : flexibilité, mobilité forcée, chantage à l'emploi pour baisser les salaires... autant de reculs sociaux qui nécessitent de poursuivre l'information et la mobilisation des salariés. Ce projet de loi continue

de sécuriser les licenciements et non pas l'emploi, de sécuriser la délinquance patronale et non pas les droits des salariés.

Les députés Front de Gauche avaient prévenu : ils ne voteraient pas le texte sur la sécurisation de l'emploi. « *Vous réalisez le rêve du Medef (...). Ce projet de loi comprend de nombreux reculs* », avait lancé André Chassaigne, président du groupe Gauche démocrate et républicaine à l'Assemblée Nationale. Les députés FDG ont donc voté contre, s'opposant aux socialistes et aux radicaux de gauche qui ont voté pour. Ne cherchez pas ce qu'a voté le député de la 7^e circonscription, il était absent...

Depuis, au Sénat la majorité so-

cialiste a tué le débat. Affolée par les amendements venant de la Gauche (pour être utile aux salariés), la procédure du vote bloquée a été utilisée. C'est ainsi que de débat il n'y a pas eu, et que le texte a été adopté grâce aux voix socialistes et à l'abstention de la droite.

La mobilisation reste donc plus que jamais nécessaire. Après le 9 avril, le 1^{er} mai, journée internationale du Travail, sera un nouveau temps fort. A travers toute l'Europe, les salariés exprimeront leur volonté de voir apporter d'autres réponses face à la crise, l'austérité et la déréglementation sociale.



Echos et chuchotements (suite)

Dans notre précédente édition, nous faisons état des écrits du Nord Littoral (dans sa rubrique échos et chuchotements). Le journal local avançant l'idée que Jacky Hénin avait créé, lorsqu'il était maire, une association pouvant reprendre une partie des activités du CCAS.

Evidemment, tout ceci tient du fantasme et c'est ce que le Député européen, par ailleurs président de l'association Soins et Santé, a tenu à rappeler à son personnel.

Nous vous livrons ici les grandes lignes de son intervention : « *...Notre association n'a absolument rien à voir dans cette affaire du CCAS. Elle se retrouve juste aux premières loges, parce que le journaliste voulant s'en prendre à ma personne n'a rien trouvé de mieux que de fantasmer. Je regrette cette situation. (...) Je rappelle que notre association a été fondée en 1975, pour prendre la relève des sœurs qui dispensaient des soins infirmiers sur Calais et étaient confrontées à un triple problème : le vieillissement des sœurs, les difficultés administratives chaque année plus complexes, la difficulté à recruter. En 1992, je deviens président de l'association (soit 8 ans avant que je devienne Maire). (...) En 2002 est créé le SSIAD (service de soins infirmiers à domicile) qui effectue des toilettes médicales, puis viendra le SSIAD PH (personnes handi-*

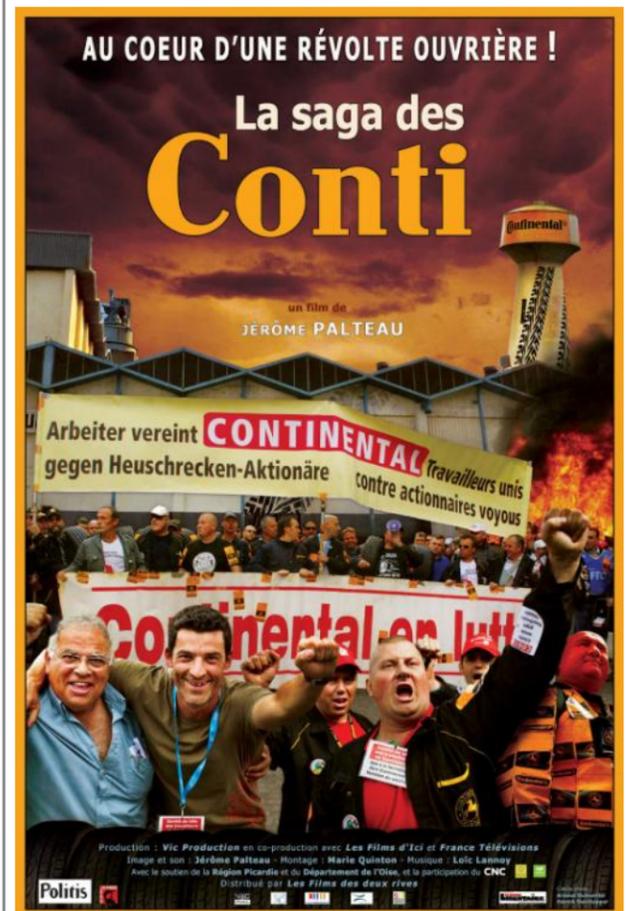
capées), le secteur administratif se développe pour assumer la charge de travail grandissante.

L'association ne travaille que dans le secteur sanitaire et social par choix. A aucun moment elle n'a envisagé de prendre en quelque domaine que ce soit la place du CCAS. Par ailleurs, le CCAS ne pourrait prendre la place de nos personnels car il ne dispose à ma connaissance ni d'infirmières, ni d'aides-soignantes. Tout au long de notre existence et en particulier durant les 21 années de ma présidence, nous nous sommes efforcés collectivement de ne jamais mélanger vie personnelle et vie de l'association. Je tiens à préciser qu'en 1992 j'étais déjà un responsable politique connu. Par contre, ce qui nous a animé, a été d'assumer une gestion rigoureuse, de permettre au personnel de se former, d'avoir les moyens de travailler.

Les infirmières du centre ont été parmi les premières à se former en chimiothérapie, dans l'accompagnement des malades du sida... Nous avons toujours été présents dans les quartiers du Beau-Marais, du Fort-Nieulay... y compris quand d'aucuns levaient le pied pour y aller. Depuis tant et tant d'années vous êtes disponibles 24h sur 24h collectivement... C'est cela que le journaliste aurait dû dire, et ne pas inventer une réalité qui n'a jamais existé et n'existera jamais... »

La saga des Conti à l'Alhambra le 17 mai

Dans le cadre d'une initiative de la section du PCF du Calais, la projection du film : « La Saga des Conti » aura lieu le vendredi 17 mai au cinéma l'Alhambra à 20 h. Elle sera suivie d'un débat et d'un pot avec le réalisateur du film Jérôme Palteau et/ou du syndicaliste Xavier Mathieu. Les places, au prix de 6,50 €, sont à retirer au cinéma.



Synopsis du film

11 mars 2009, les 1 120 salariés de l'usine de pneumatiques « Continental » de Clairoux reçoivent leur lettre de licenciement. Dès les premiers jours c'est la colère, mais ceux que l'histoire retiendra sous le nom des « Conti » sont déjà habitués d'une certitude : celui qui se bat n'est pas sûr de gagner, mais celui qui ne se bat pas a déjà perdu. Le film relate le conflit sur plusieurs mois, dans ses grandes étapes, mais aussi et surtout en coulisses, au plus près de ses acteurs : Xavier Mathieu, Roland Szpirko, et tous les autres. On découvre de l'intérieur la mise en œuvre d'une stratégie inédite, on assiste à sa montée en puissance au jour le jour, à une combinaison d'actions judiciaires, de coups de force, de diplomatie et d'opérations de relations publiques. Les Conti nous livrent leur aventure à la fois collective et individuelle, leur propre analyse des événements, leur vision d'un monde qui change : subjective, mais toujours pertinente et lucide. Une peinture d'un certain monde ouvrier en mutation. La saga des Conti est aussi un film sur l'amitié, l'histoire d'un groupe d'hommes et de femmes (surtout d'hommes, il faut bien le reconnaître) confrontés à un défi qui engage leurs vies. A pied, en train, en voiture, forts de leur mobilisation contre la stratégie financière d'une multinationale, ils écrivent une page d'histoire sociale. Comme lors du voyage à Hanovre pour l'assemblée générale des actionnaires : avant le départ, répétition générale du slogan « Alle zusammen », version allemande du « Tous ensemble ». A l'arrivée, sur le quai, les « Conti » sont attendus par leurs homologues d'outre-Rhin. Accolades, embrassades, larmes. Et marche bras dessus, bras dessous vers l'AG. L'usine Continental, comme la marque du même nom d'ailleurs, avait été rachetée par le groupe Schaeffler. Un groupe qui avait demandé des efforts salariaux pour préserver l'emploi, qui possède à Calais l'ex usine Brampton...